



AFRIQUE/SOUDAN DU SUD - Selon l'Evêque de Tambura-Yambio, « la présence militaire ne représente pas la solution »

Juba (Agence Fides) – « La présence militaire ne constitue jamais une solution. La communauté internationale devrait s'engager davantage pour arrêter le responsable de la LRA, Joseph Kony, mais elle ne semble pas en avoir trop envie » : c'est ce que déclare S.Exc. Mgr Edward Hiiboro Kussala, Evêque de Tambura-Yambio, au Soudan du Sud, dans le cadre d'un récent colloque organisé en Allemagne par la Fondation de droit pontifical Aide à l'Eglise en Détresse (AED).

Ainsi que l'indique une note de l'AED envoyée à Fides, dans son Diocèse, sis à la frontière avec la République démocratique du Congo, la population est quotidiennement victime des violences perpétrées par les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), un groupe né en 1987 et qui sévit en Ouganda, au Soudan du Sud, au Congo et en République centrafricaine.

« Les guérilleros de la LRA – déclare l'Evêque – enlèvent nos enfants, incendient les habitations et tuent de très nombreuses personnes. Les fidèles sont terrorisés et nombreux sont ceux qui préfèrent abandonner leurs maisons, ce qui cause une augmentation préoccupante du nombre des évacués ». Mgr Hiiboro sait ce que cela veut dire d'être un réfugié. Alors qu'il n'avait que 9 mois, son village a été attaqué et sa mère tuée, ce qui l'a conduit à vivre pendant de nombreuses années dans un camp de réfugiés.

Afin d'accroître le niveau de sécurité, la région dans laquelle se trouve le Diocèse de Tambura-Yambio se trouve depuis longtemps sous le contrôle des armées ougandaise et sud-soudanaise ainsi que de contingents américains et de l'Union africaine. « Nos hommes politiques ont placé beaucoup de confiance dans les militaires mais jusqu'à présent, leur présence s'est révélée inutile.

Deux ans après l'indépendance – obtenue le 9 juillet 2011 suite à un référendum populaire – le Soudan du Sud porte encore les marques de la longue et déchirante guerre civile avec le nord à majorité musulmane qui a duré de 1983 à 2005 faisant plus de 2 millions de morts et créant des centaines de milliers de réfugiés et évacués.

L'Evêque souhaite que « la classe politique s'engage davantage dans le dialogue pour la paix » : L'Eglise revêt un rôle fondamental dans ce long et difficile processus, invitant avec insistance à une pacification au travers des canaux diplomatiques et éduquant les sud-soudanais à la réconciliation. (PA) (Agence Fides 24/07/2013)